

Du bon usage de l'« inculture » économique

Jean-Jacques Perquel
1^{er} Juillet 2018

La structure mentale des Français a deux origines :

a) la culture catholique marquée par la condamnation du prêt à intérêt (même si la première entorse à ce principe vient de l'Evêque de Genève Adhémar Fabri en 1387 ; celui-ci avait autorisé l'usure pour cette ville en la limitant à 5 %). Par extension cette aversion au prêt a entraîné un mépris de tout ce qui touche à l'argent ;

b) la Révolution Française a incité un désir d'égalité entre les hommes considérés comme égaux et interchangeable (la république n'a pas besoin de savants).

De là vient la difficulté de faire connaître aux Français quelques notions d'économie. A titre d'exemple, en matière de Finances Publiques, on peut citer un Président de la République, pourtant ancien élève d'H.E.C., qui a pu dire d'une dépense «qu'elle n'était pas grave puisque c'était l'Etat qui payait».

Aussi pour expliquer l'inculture économique française il nous faut étudier le problème du mépris des problèmes économique-financiers et citer quelques exemples d'idées simplistes qui servent de bréviaire au public «bien informé».

I - Le vide de la pensée

Historiquement la recherche économique est d'origine française avec la «Réponse de Jean Bodin aux paradoxes de Monsieur de Malestroit» (1568) (première analyse de la théorie quantitative de la monnaie).

Puis, au XVIIIème siècle le leadership de la pensée économique est devenu anglais (Adam Smith). Le XIXème siècle a été un siècle de bons praticiens publics (Baron Louis) et privés (le développement de la «Haute Banque» et, au cours de la deuxième partie du siècle, des Banques par Actions. Mais on n'a pas voulu intégrer dans l'Université le caractère novateur de l'analyse économique et Walras a été obligé d'émigrer à Lausanne.

L'enseignement économique a été réduit. En 1951 Louis Bodin dans son cours de première année à H.E.C, expliquait que si l'Angleterre pouvait utiliser l'analyse keynésienne cela était dû à la complexité de son économie tandis que la France ayant une économie simple, n'en avait pas besoin.

Jusque dans les années 50 les cours de faculté d'Economie Politique étaient inclus dans le Cours de Droit. Aucun enseignement économique n'existait dans l'enseignement secondaire et s'il est enseigné actuellement dans certaines sections en seconde, première et terminale il a été, en partie vampirisé par le « droit social ». Bien plus dans le précédent gouvernement

la Ministre de l'Enseignement considérait que l'étude des « Marchés » et l'ensemble de la micro-économie devait être « facultatifs » car ceux-ci étant bien entendu considérés comme « peu importants ».

Le résultat de cette « culture » crée chez les Français quelques idées toutes faites qui leur cachent les réalités économiques. Prenons deux cas classiques : le rôle du taux d'intérêt et la création monétaire.

II - Les deux exemples

Selon l'opinion publique les taux courts en montant provoquent une baisse de la Bourse et un ralentissement économique. La situation réelle est plus complexe même si l'idée générale est exacte. En fait les taux courts sont « administrés » c'est-à-dire décidés par la Banque Centrale en fonction d'impératifs qui peuvent être indépendants de la situation économique comme le taux de Chômage (le 6,5 % de Ben Bernanke) ou le taux d'inflation (le désir de Janet Yellen de remonter à 2 % le taux d'inflation) ou même de le monter, quand il est aussi bas qu'à l'heure actuelle, pour accompagner la reprise économique. On voit ainsi le caractère imprécis de la façon dont l'opinion publique juge un phénomène économique.

Le second exemple est plus impressionnant. Le public est convaincu que l'augmentation de la masse monétaire provoque une inflation qui peut se transformer « naturellement » en hyperinflation. Or les différents « Quantitative Easings » n'ont provoqué aucune inflation à cause du ralentissement de la vitesse de rotation de la monnaie et d'une absence de hausse des coûts (en particulier salariaux) vu la possibilité d'expansion de la production mondiale dans un Monde en récession.

Quant à l'Hyperinflation ce n'est pas une « aventure » naturelle. Il lui faut des conditions exceptionnelles. Prenons deux exemples :

- les Assignats à une époque où l'on ne pouvait pas faire rentrer les impôts ou
- l'Allemagne en 1924 où la Reichsbank a inondé le pays de billets pour prouver que l'occupation de la Ruhr ruinait le pays.

Conclusion

L'enseignement économique se heurte à deux difficultés :

- a) L'opposition à l'« argent » et au « profit » considérés comme malsains ;
- b) La difficulté pour les jeunes de rentabiliser cet enseignement (par opposition au Droit ou à la médecine. Les postes de professeurs, de conseillers économiques d'entreprises, sont peu nombreux. Certes il y a un grand nombre de postes d'analystes financiers dans les sociétés de gestion mais leur nombre devrait avoir tendance à se réduire sous l'influence de MIFIDii).

D'autre part la théorie n'exclut pas des difficultés d'appréciation. Ainsi la hausse des taux peut vouloir dire qu'il y a « reprise économique » ou « danger d'inflation » ou « insuffisance de masse monétaire » (le fameux 3 % de Milton Friedman).

La hausse des taux a des conséquences différentes si on est à l'intérieur de la « Trappe Monétaire » de Keynes ou à l'extérieur mais quel est le taux où commence la trappe ?

On voit ainsi les difficultés de l'analyse économique. Un économiste a même pu écrire « qu'une théorie devenait obsolète dès qu'elle était acceptée par le public » car les individus ont l'habitude de chercher comment profiter des conséquences prévues pour les détourner à leur profit. Mais il est indispensable d'avoir un minimum de connaissances économiques pour essayer de prévoir l'avenir.
